

Conférence nationale du PCF – 5 novembre 2016

Rapport présenté par **Olivier Dartigolles**
responsable de la commission de suivi et d'animation du débat

Le relevé de décisions adopté lors du Conseil national des 24 et 25 septembre a été discuté et débattu au cours des six dernières semaines. La commission de suivi et d'animation du débat préparatoire à notre conférence nationale avait pour mandat de collecter, en lien avec la Vie du Parti, et de synthétiser les avis afin de formuler une proposition de résolution à soumettre à notre conférence sur trois questions : le rassemblement que nous voulons et les nouvelles initiatives pour y contribuer, les élections législatives, notre choix de candidature pour l'élection présidentielle. Pour élaborer cette résolution, la commission a travaillé à partir des procès-verbaux des assemblées générales et des comptes-rendus de conseils départementaux.

La résolution a été travaillée mercredi en commission puis discutée en CEN et lors du Conseil national réuni vendredi. La commission se réunira de nouveau aujourd'hui, à la pause repas, à partir de nos premiers échanges et des propositions d'amendements qui peuvent être déposés auprès de Marc Brynhole.

Avant de présenter les grands axes de cette résolution, les principales questions politiques qui y sont traitées et les décisions soumises à notre conférence nationale puis au vote de nos adhérent-e-s, je veux ici aborder quatre réalités marquantes du débat des communistes.

1. D'abord le débat en lui-même, un débat de grande qualité, il faut bien en prendre la mesure, dans un climat d'écoute, dans la sincérité et la transparence, de respect des différentes opinions exprimées, avec un effort d'argumentation, d'instruction des questions politiques, notamment pour notre choix de candidature à l'élection présidentielle. La lecture des procès-verbaux donne à voir un collectif humain et militant engagé dans un travail d'analyse du réel pour prendre, dans le prolongement de nos choix de congrès, et avec une très forte volonté de rassemblement des communistes, les meilleures décisions pour 2017 et pour la suite. Personnellement, j'ai préféré lire ces comptes-rendus et suivre, avec les membres de la commission, cette élaboration collective, dont on peut être fier, que regarder ce qui peut parfois circuler sur les réseaux sociaux, caricaturant nos échanges par un agglomérat d'inexactitudes, d'étroitesse et de sectarisme.
2. Face aux dangers de l'évolution de la situation politique et à la complexité de la période, le débat des communistes permet d'identifier très clairement le commun sur l'essentiel et donc notre unité sur le cap politique de la prochaine période. Par delà les options différentes, ce commun sur notre stratégie de rassemblement a incontestablement progressé depuis notre dernier congrès. Pour quelles raisons ? Ce que nous avons dit lors du dernier congrès sur la crise politique se confirme. La situation est bien celle-là, avec le danger d'une victoire conjuguée au printemps prochain de la droite et de l'extrême droite. Avec une droite, en dynamique, ayant dans ses cartons un projet dangereux pour la France et notre société, et avec un Front national qui n'est plus en embuscade mais aux portes du pouvoir, et qui pourrait s'installer dans le futur comme la principale opposition à la politique de la droite qui provoquera une désespérance renforcée, notre pays va à l'abîme.

Face au risque d'une banalisation de ce second tour droite/extrême droite, il y a chez les communistes un accord lucide et fort pour mettre en garde, éveiller les consciences, dire qu'il ne s'agirait pas d'une simple réédition de 2002, d'une alternance banale, mais d'un danger mortel.

3. L'autre dimension où le commun s'exprime dans nos débats, c'est donc notre choix stratégique, dans la durée, pour 2017 et après, pour le rassemblement de toutes les forces existantes qui ne veulent ni de la droite et du FN, ni de la politique menée sous le quinquennat Hollande. Le besoin de changement est très fort dans notre société, nous en avons eu la traduction avec la consultation citoyenne et les réponses aux questionnaire « Que demande le peuple ? ». Notre boussole en ces temps troublés et menaçants est de contribuer à la reconstruction de la gauche, avec un projet de gauche alternatif à l'austérité, une nouvelle majorité de gauche, pour une nouvelle politique de progrès social, démocratique et écologique. Ce qui était formulé comme l'option 1 dans le relevé de décisions du Conseil national des 24 et 25 septembre est apparu, au fil des débats et des discussions, non pas comme une « option » mais comme l'expression du fond de la démarche de notre parti, de son identité même. Jamais nous ne participerons à un scénario politique conduisant au pire, nous ferons tout pour l'empêcher, pour proposer un autre chemin. Dans une situation politique à la fois très évolutive et, par bien des aspects, imprévisible, nous saisirons toutes les occasions, toutes les possibilités qui le permettront.
4. J'en viens à une question difficile. Comment traduire cette stratégie de rassemblement, ne rien lâcher quant à notre détermination à franchir des étapes dans cette direction, tout en prenant une décision pour la présidentielle afin d'entrer en campagne et peser sur cette campagne ? Comment poursuivre notre démarche et prendre une décision en termes de candidature ? Cette question a été très largement débattue. Elle le sera aujourd'hui encore. Des camarades pensent que les deux options présentées à la fin de la résolution ne sont pas compatibles avec notre démarche de rassemblement ou, du moins entrent en contradiction avec celle-ci. Et ils demandent donc que l'option 1 du relevé de décisions de septembre soit réintroduite. Or, ce qui est aujourd'hui très majoritaire dans le Parti, c'est de ne plus attendre pour entrer en campagne et c'est donc de faire un choix, par un avis de notre Conférence qui aura à se prononcer puis par le vote des adhérent-e-s, tout en indiquant très clairement qu'à travers cette décision de candidature, pour l'option 1 comme pour l'option 2 de la présente résolution, nous poursuivrons notre démarche de rassemblement. Notre choix de candidature sera mis au service de nos efforts pour y parvenir. Conjuguer ces deux dimensions fait le plus large accord des communistes.

Venons-en à la proposition de la commission sur la manière de traduire le débat des communistes avec une résolution permettant la prise de décisions. La commission vous propose que nous en restions sur les grands équilibres du texte, sur le fond des questions politiques, sans allonger un texte qui fait déjà plus de 14000 signes et en évitant de nous disperser dans un travail fastidieux d'amélioration de la forme.

Dès la première page de la résolution, nous affirmons un double objectif : combattre la droite et l'extrême droite, porter au pouvoir une nouvelle majorité de gauche alternative à l'austérité. Notre conférence pourrait décider de l'édition, début janvier, d'une brochure avec un argumentaire sur le thème « Droite-FN, un piège mortel pour la France ». Pour une nouvelle politique de progrès social, démocratique et écologique, nous nous appuyons sur les enseignements tirés de la consultation citoyenne menée dans le pays par les communistes et du

socle commun de préoccupations. Nous entrons donc en campagne en proposant de débattre d'un pacte d'engagements pour construire le socle d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale qui soit formée par les forces de la gauche d'alternative.

En page 3, nous proposons 7 axes de campagne. Un document, intitulé « Un pacte d'engagements communs pour la France » est proposé, nous en resterons donc, si nous en sommes d'accord, dans la résolution à la simple énonciation des thèmes de chapitre.

Les débats des communistes ont abordé de manière inégale la question des élections législatives. La résolution rappelle le poids du présidentielisme et la nécessité de revaloriser le Parlement et les élections législatives. Forts du bilan du groupe des député-e-s communistes-Front de gauche, la résolution propose d'engager la campagne des législatives en posant une question : « de que-le député-e de gauche ai-je besoin dans ma circonscription ? ». Dans l'échange avec les forces disponibles pour construire avec nous une nouvelle majorité politique de gauche alternative à l'austérité, dans toutes les circonscriptions, nous ferons connaître nos propositions de candidatures choisies par les adhérent-e-s du PCF. La résolution propose de réunir un Conseil national le 14 janvier prochain pour valider les candidatures qui auront notre soutien aux législatives.

Concernant notre choix pour la candidature à l'élection présidentielle, question qui a été la plus débattue dans les assemblées générales, la résolution rappelle nos initiatives depuis le début de l'année pour une candidature commune, elle dit aussi les obstacles, passés et présents, auxquels nous sommes, avec d'autres, confrontés. Comme nous l'avions proposé lors du dernier Conseil national, nous avons rencontré les différents partenaires, cette semaine Ensemble !, République et socialisme et la France insoumise qui est, de fait, une nouvelle organisation politique. Ensemble !, avec qui nous partageons, tout comme avec République et socialisme, l'essentiel du constat sur la gravité de la situation politique et sa dangerosité, va décider de son choix pour l'élection présidentielle dans les prochains jours. La discussion avec la France insoumise, avec une délégation sans la présence de Jean-Luc Mélenchon n'a pas permis, à ce stade, de lever un désaccord sur la conception du rassemblement qui ne peut être, personne ne le défend au sein de notre propre organisation, un ralliement à la France insoumise. Nous rencontrerons une délégation des frondeurs socialistes en début de semaine, ainsi que la direction d'EELV, après le résultat de leur primaire. Jeudi soir, à l'initiative de Pierre Laurent, une réunion d'échanges et de travail, dans un format comparable à l'esprit des « Lundis de gauche », avec personnalités du monde associatif et syndical, a permis de mesurer l'inquiétude des uns et des autres face à cette situation de division et de désunion, tout en continuant à souhaiter un rassemblement. Seul un nouvel espoir pourra faire reculer le désarroi.

La résolution propose :

- de continuer d'agir jusqu'au dernier moment pour parvenir à une candidature commune et empêcher la victoire de la droite et de l'extrême droite. Nous participerons à toutes les initiatives qui porteront cet objectif, à commencer par celle organisée, le 12 novembre prochain, par l'Appel des cent ;
- que la conférence nationale mandate la direction nationale et le secrétaire national pour poursuivre ces efforts et organiser, en décembre, une rencontre nationale pour un pacte politique de majorité, où toutes les forces disponibles pour le faire continueraient à construire le front élargi nécessaire ;

- de s'engager sans attendre autour d'une candidature. Cet engagement n'est pas le terme de nos efforts de rassemblement. Notre choix de candidature sera mis au service de la poursuite de ces efforts.

Deux options sont en débat. La commission a voulu traduire pour chacune d'elles, le plus fidèlement possible, la manière dont elles ont été exprimées au cours de nos débats. Je sais que des camarades voudront, comme cela a été le cas lors de la dernière réunion de notre commission, revenir sur la formulation de ces deux options. Nous allons en discuter. Essayons, et c'est une proposition qui fait l'unanimité des membres de la commission, de ne pas perdre de vue un objectif : que pour chacune des deux options, sa rédaction permette aux camarades qui la choisissent de bien y reconnaître ce qu'ils veulent dire.

Pour l'unité des communistes sur le cœur de notre démarche de rassemblement et pour décider d'une option pour le choix de la candidature à la présidentielle, la commission propose un bulletin de vote qu'il nous faudra aussi discuter et valider.

Voilà, cher-e-s camarades, à grands traits, pour laisser le plus de temps possible à nos échanges, ce que, au nom de la commission d'animation et de suivi des débats, je souhaite présenter pour introduire nos travaux, en remerciant toutes celles et ceux qui ont participé à la restitution des débats du Parti, c'est ce qui a permis à la commission de travailler et d'élaborer ce projet de résolution qui est maintenant entre vos mains. Avec les membres de la commission, que je remercie pour leur implication, nous avons voulu, dans la transparence et la volonté d'avancer, permettre à la conférence de prendre ses décisions en s'appuyant sur ces six semaines de débats.

Je vous remercie.

Proposition de résolution – version 2

- Conférence nationale du PCF du 5 novembre 2016 -

1 **Uni-e-s pour l'humain d'abord, les communistes en campagne**

2 Les communistes ont mené ces dernières semaines des débats approfondis, dans le respect et
3 l'unité, sur l'évaluation de la situation politique en vue des échéances de 2017. Sur la base
4 de cette discussion, la Conférence nationale, réunie le 5 novembre à la Cité des sciences de
5 Paris-La Villette, a pris des décisions sur l'engagement des communistes dans les
6 campagnes de la présidentielle et des législatives.

7 Elle l'a fait en considérant :

- 8 • que notre peuple est en attente de changements très profonds et qu'il peut faire le
9 choix d'y répondre sur la base de valeurs progressistes si un projet de gauche
10 alternatif à l'austérité et aux logiques libérales lui est proposé, comme l'a confirmé la
11 grande consultation citoyenne engagée par les militant-e-s communistes ;
- 12 • que tout est fait, après deux quinquennats catastrophiques qui provoquent aujourd'hui
13 le rejet de notre peuple, pour le priver une nouvelle fois de ce choix progressiste, en
14 l'enfermant dans un choix présidentiel piégé : ou un représentant des mêmes
15 politiques libérales (Sarkozy ou Juppé à droite, Hollande ou Valls ou Macron côté
16 gouvernemental), ou le Front national ;
- 17 • que, dans ces conditions, seul un très large rassemblement de toutes les forces prêtes
18 à s'engager clairement pour une nouvelle politique de progrès, de justice et de
19 solidarité peut éviter ce piège, répondre à l'attente populaire de mieux vivre et sortir
20 notre pays de la crise actuelle.

21 Ce rassemblement, ce nouveau Front populaire et citoyen que nous nous engageons à
22 construire, doit avoir un double objectif :

- 23 • Combattre la droite et l'extrême droite et les empêcher de conquérir le pouvoir en
24 2017. Pour mener cette bataille, dénoncer le programme de la droite et démontrer
25 l'imposture du FN, le Parti communiste éditera, début janvier, un argumentaire
26 national : « *Droite-FN, un piège mortel pour la France* ».
- 27 • Porter au pouvoir au printemps une nouvelle majorité politique de gauche alternative
28 à l'austérité, au service des luttes sociales, pour ouvrir un espoir de progrès et de
29 solidarité pour la France. Les communistes s'engagent dès maintenant dans la
30 construction de ce rassemblement en proposant un pacte d'engagements communs
31 pour une nouvelle politique de progrès social, démocratique, écologique.

32 **Que demande le peuple ?**

33 La consultation inédite par sa nature, menée dans tout le pays par les communistes, montre
34 le désir d'être entendus : près de la moitié des Français estiment ne pas être correctement
35 pris en compte dans notre démocratie. Un premier enseignement est frappant : la
36 convergence des aspirations qui s'expriment. Le grand nombre de personnes interrogées, la
37 diversité des profils ayant répondu, l'image politique détériorée de la gauche, tout cela
38 pouvait conduire à des résultats clivés, révélateurs d'opinions concurrentes et fragmentées.

39 En réalité, des lignes de force apparaissent, définissant un socle commun de
40 préoccupations : pour une vie meilleure (salaires, santé, retraites, éducation, jeunesse...),
41 dans une France refusant les discriminations et œuvrant pour la préservation de
42 l'environnement. L'existence de ce socle commun de valeurs de gauche montre qu'il est
43 possible de contrer les projets réactionnaires d'une droite décomplexée et les dangers que
44 représente une extrême droite dont les idées sont banalisées.

45 Le second trait marquant, est la recherche de sens, la conjonction souhaitée de l'idéal et du
46 réel, la combinaison possible du rêve et des solutions concrètes. Les personnes interrogées
47 s'accordent massivement pour considérer « qu'en France aujourd'hui, on manque de rêves
48 et d'utopies » (65 %), mais appelle en retour des solutions très concrètes, des réponses
49 pratiques en matière de réformes. L'idéal et le réel, à la manière dont Jaurès parlait
50 « d'évolution révolutionnaire », c'est la possibilité d'un chemin d'espoir et de
51 transformation partagée par une large part des sympathisant-e-s de gauche.

52 Loin des discours fatalistes, 71 % des personnes interrogées estiment qu'il n'y a pas de
53 fatalité aux difficultés actuelles, 71 % également qu'elles peuvent « jouer un rôle pour
54 transformer la société », 59 % que le rôle de la politique est de « construire de l'égalité pour
55 empêcher « la loi du plus fort » ». Toutes les enquêtes d'opinion indiquent que les questions
56 sociales, en particulier celle de l'emploi, sont des préoccupations populaires majeures, la
57 peur du déclassement social la première des angoisses.

58 C'est sur ces réalités que s'est construit le mouvement contre la loi travail ou encore le front
59 de refus de la déchéance de nationalité, de la prolongation de l'état d'urgence ; elle est
60 encore au cœur des mobilisations sociales de la rentrée posant l'urgence d'une perspective
61 politique pour y répondre.

62 **Une urgence pour la France : une nouvelle politique de progrès social, démocratique et** 63 **écologique**

64 Nous entrons en campagne en soumettant au pays un pacte d'engagements pour une
65 nouvelle majorité.

66 Pour construire la politique et le rassemblement dont la France a besoin, nous nous
67 adressons à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui partagent notre ambition, aux
68 syndicalistes, aux militantes et militants associatifs, aux artistes et aux intellectuel-le-s, aux
69 forces du Front de gauche, à la France insoumise, aux socialistes qui veulent retrouver le
70 chemin de la gauche, aux écologistes. Nous leur proposons de débattre de ce pacte

71 d'engagements pour construire le socle d'une nouvelle majorité à l'Assemblée nationale qui
72 soit formée par les forces de la gauche d'alternative.

73 Nos propositions sont construites sur la base de *L'Humain d'abord*, de notre contribution
74 « *la France en commun* », de notre texte de congrès « *Le temps du commun* », du travail de
75 nos groupes parlementaires et de nos élu-e-s locaux, de la grande consultation citoyenne.

76 Nous proposons sept axes de campagne : 1. Prendre le pouvoir sur la finance et partager les
77 richesses ; 2. De la nouvelle République, au renouveau de la politique ; 3. Investir pour
78 demain ; 4. L'égalité femmes hommes maintenant ! 5. Une France protectrice et solidaire
79 6. Produire autrement et préserver l'environnement 7. A l'offensive pour changer l'Europe.

80 Pour chacun de ces axes, nous présentons aujourd'hui des premières mesures d'un
81 programme de gouvernement (cf. document annexe : *Un pacte d'engagements communs*
82 *pour la France*) qui constituent un socle que nous mettrons en débat dans tout le pays, à
83 travers une nouvelle étape de notre démarche citoyenne.

84 **Du pacte d'engagements à une nouvelle majorité législative**

85 La construction de cette nouvelle majorité politique en 2017 passe tout autant par l'élection
86 présidentielle que par les élections législatives.

87 Toute l'attention des médias, de la majorité des partis, des citoyen-ne-s est concentrée sur
88 l'unique élection présidentielle, alors même que le présidentielisme est au cœur de la crise
89 politique des deux derniers quinquennats. Le peuple se sent mis à l'écart, abandonné par un
90 pouvoir de plus en plus éloigné et monarchique. La reconquête d'une République
91 démocratique passe par la revalorisation du Parlement et des élections législatives.

92 Le calendrier électoral et l'évolution de nos institutions ont réduit l'enjeu de ces élections à
93 donner une majorité au Président de la République et un bonus à son challenger. Devant la
94 gravité de la crise politique actuelle, nous appelons les Françaises et les Français à
95 reconsidérer toute l'importance de ce scrutin. La France a besoin qu'une majorité des
96 député-e-s élu-e-s en juin prochain s'engage à porter pendant cinq ans au sein de
97 l'Assemblée des propositions de lois qui répondent aux exigences populaires.

98 « De quel-le député-e de gauche, ai-je besoin dans ma circonscription, pour me défendre,
99 qui connaît mes difficultés, qui m'écoute, m'associe, crée de l'espoir en commun, et agit
100 avec moi ? »

101 Les communistes seront au rendez-vous de ce scrutin, forts du bilan du groupe des
102 député-e-s communistes-Front de gauche, qui ont été de toutes les luttes sociales, ont porté
103 de nombreuses propositions de lois novatrices et n'ont cessé d'agir avec pour seule boussole
104 les intérêts populaires, l'éthique et la participation active des citoyen-ne-s au travail
105 législatif.

106 Dans l'échange avec toutes les forces disponibles pour construire avec nous une nouvelle
107 majorité politique de gauche alternative à l'austérité, nous désignerons/soutiendrons dans

108 toutes les circonscriptions des candidat-e-s « Uni-e-s pour l'humain d'abord » qui
109 travailleront au rassemblement des Français-e-s dans cette perspective.

110 Nous travaillerons à des candidatures à parité qui ressemblent à notre société, à l'image du
111 monde du travail, de nos communes, de nos quartiers, dans leur diversité, qui permettent le
112 renouvellement de la représentation nationale et l'émergence de nouvelles pratiques
113 politiques éthiques, citoyennes et transparentes.

114 Nous tiendrons un Conseil national, le 14 janvier, pour valider les candidatures qui auront
115 notre soutien aux législatives. Pour lancer la campagne des élections législatives à égalité
116 avec l'élection présidentielle, nous organiserons fin janvier un grand rassemblement avec
117 tous les candidat-e-s devant l'Assemblée nationale : « *Contre la monarchie présidentielle,*
118 *démocratie citoyenne !* »

119 **Nos décisions pour la candidature à l'élection présidentielle**

120 Depuis des mois, pour déjouer le piège d'un second tour droite-FN et construire une
121 candidature de gauche qui relève l'espoir du pays, nous agissons pour une candidature
122 commune des forces portant l'alternative à l'austérité à la présidentielle. Après les « lundis
123 de gauche » organisés en février et mars derniers, nous avons multiplié les échanges avec
124 toutes ces forces, interpellé les consciences et organisé la grande consultation citoyenne. De
125 ces initiatives, nous tirons la conviction qu'une majorité existe dans notre pays pour
126 construire la France de progrès et de solidarité.

127 Mais la violence des renoncements et trahisons de ce pouvoir, et la logique de la V^e
128 République elle-même, conduisent encore aujourd'hui à la division de ces forces.

129 Le refus, jusqu'à présent, du Président de la République de renoncer à sa candidature, alors
130 même que son bilan le disqualifie d'emblée pour représenter une nouvelle fois la gauche à
131 l'échéance présidentielle ; l'acceptation par les socialistes critiques d'un processus politique
132 de primaire sans base politique garantissant une rupture avec une politique de régression
133 sociale inédite du pouvoir ; le choix de Jean-Luc Mélenchon d'imposer, en rompant avec le
134 Front de gauche, le seul cadre de la France insoumise en refusant de construire un cadre
135 collectif pour les forces disponibles pour construire l'alternative à l'austérité ; ou enfin la
136 décision d'EELV d'affirmer la nécessité d'une candidature écologiste en toutes
137 circonstances... toutes ces initiatives constituent autant d'obstacles à la construction d'une
138 candidature commune à la présidentielle.

139 Nous prenons la mesure de ces blocages, que nos efforts n'ont pas permis de dépasser à
140 cette heure, mais nous ne nous y résignons pas. Le danger est toujours là. Depuis septembre
141 2014, aucun sondage ne place un candidat de gauche au second tour de l'élection
142 présidentielle. Le risque de démobilisation et de désarroi de nombreux électeurs est réel. En
143 même temps, nous mesurons combien nos concitoyen-ne-s sont inquiet-e-s de cette division
144 et souhaitent une union qui ouvre un espoir. Au vu de cette situation, les communistes
145 décident :

146 • de continuer d'agir jusqu'au dernier moment pour parvenir à une telle candidature
147 commune et empêcher la victoire de la droite et de l'extrême droite. Nous tendrons la
148 main et poursuivrons le dialogue avec toutes ces forces jusqu'au dépôt des
149 candidatures à l'élection présidentielle, pendant et au-delà des échéances de 2017.
150 Nous participerons à toutes les initiatives qui porteront cet objectif, à commencer par
151 celle organisée le 12 novembre prochain par l'Appel des cent.

152 La conférence nationale mandate la direction nationale et le secrétaire national du
153 PCF pour poursuivre ces efforts et organiser, en décembre, des rencontres nationales
154 pour une majorité de progrès sur le thème « Uni-e-s pour l'humain d'abord », où
155 toutes ces forces pourraient poursuivre le dialogue.

156 • de s'engager sans attendre autour d'une candidature, tant que nos efforts pour une
157 candidature commune n'ont pas abouti. La discussion des communistes a montré un
158 large accord avec ces deux dimensions de notre décision.

159 Deux options sont en débat :

160 Option 1 : les communistes décident d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon,
161 considérant qu'un rassemblement peut s'opérer avec cette candidature et qu'elle porte une
162 grande partie des propositions de la gauche alternative à l'austérité. Tout en poursuivant leur
163 effort pour une candidature commune, les communistes porteront cet appel en conservant
164 leur autonomie, critique et constructive, et travailleront pour cadre collectif de campagne
165 afin d'œuvrer à la construction d'un rassemblement le plus large possible.

166 Option 2 : les communistes décident de présenter une candidature issue de leurs rangs,
167 considérant qu'elle est le moyen de porter dans le débat nos propositions et notre démarche
168 de rassemblement. Cette candidature pourrait à tout moment, sur la base d'un accord
169 politique, se retirer au profit d'une candidature commune d'alternative à l'austérité telle que
170 nous le proposons si nos efforts en ce sens aboutissent. Si c'est cette option qui est retenue
171 par les communistes, le Conseil national soumettra le choix d'une candidature à la
172 ratification des communistes dans les trois semaines qui suivront ce choix.

173 La conférence nationale s'est prononcée en faveur de

174 Les communistes seront consulté-e-s sur ce choix les 24, 25 et 26 novembre (ou les 1^{er}, 2 et
175 3 décembre).

Bulletin de vote

177 J'approuve la résolution adoptée à XX % par la Conférence nationale sur notre stratégie de
178 rassemblement pour 2017 et la suite, et la poursuite de nos efforts pour y parvenir, sur les
179 sept axes de campagne pour un pacte d'engagements communs pour la France, sur
180 l'engagement des communistes dans la campagne des élections législatives.

181 Pour :

182 Contre :

183 Vote blanc :

184 Tout en poursuivant nos efforts en faveur d'une candidature commune de la gauche
185 d'alternative à l'austérité, pour l'élection présidentielle, le PCF choisit de s'engager sans
186 attendre pour :

187 L'option 1 : les communistes décident d'appeler à voter pour Jean-Luc Mélenchon,
188 considérant qu'un rassemblement peut s'opérer avec cette candidature et qu'elle porte une
189 grande partie des propositions de la gauche alternative à l'austérité. Tout en poursuivant leur
190 effort pour une candidature commune, les communistes porteront cet appel en conservant
191 leur autonomie, critique et constructive, et travailleront pour cadre collectif de campagne
192 afin d'œuvrer à la construction d'un rassemblement le plus large possible.

193 L'option 2 : les communistes décident de présenter une candidature issue de leurs rangs,
194 considérant qu'elle est le moyen de porter dans le débat nos propositions et notre démarche
195 de rassemblement. Cette candidature pourrait à tout moment, sur la base d'un accord
196 politique, se retirer au profit d'une candidature commune d'alternative à l'austérité telle que
197 nous le proposons si nos efforts en ce sens aboutissent. Si c'est cette option qui est retenue
198 par les communistes, le Conseil national soumettra le choix d'une candidature à la
199 ratification des communistes dans les trois semaines qui suivront ce choix.

200 Vote blanc :